

L'Orient-Le Jour

Les enjeux de la visite de Raïssi en Russie

Le président iranien doit se rendre à Moscou cette semaine pour y rencontrer Vladimir Poutine. Un voyage qui s'effectue alors que les deux pays s'apprêteraient à signer un accord de coopération pour une durée de vingt ans, dans un contexte international marqué par les pourparlers de Vienne sur le nucléaire.

OLJ / Soulayma MARDAM BEY, le 18 janvier 2022 à 00h00



Le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian est accueilli par son homologue russe Sergueï Lavrov à Moscou, le 6 octobre 2021. Photo AFP

Le président iranien Ebrahim Raïssi est attendu à Moscou cette semaine, où il sera accueilli par l'homme fort de la Russie, Vladimir Poutine. C'est la première fois depuis 2017 qu'un chef d'État à Téhéran se rend chez son allié russe. La rencontre prévue entre MM. Raïssi et Poutine fait suite à l'annonce en décembre dernier par le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères de la finalisation d'un accord de coopération de vingt ans entre les deux pays. En octobre, le chef de la diplomatie iranienne Hossein Amir-Abdollahian, alors en voyage en Russie, avait déclaré que la République islamique était prête à élargir ses relations avec Moscou. « Cela ne veut pas dire que nous serons dépendants de la Chine ou de la Russie, mais d'un point de vue stratégique, nous utiliserons les capacités existantes pour favoriser les intérêts des deux nations », avait-il alors souligné.

La République islamique et la Russie avaient, en 2001, déjà signé un traité de coopération de dix ans, qui, depuis, a été prolongé à deux reprises pour une durée respective de cinq ans. À cet aspect bilatéral se conjuguent en outre les négociations indirectes sur le nucléaire entre les États-Unis et Téhéran, dans le but de réactiver le deal de 2015 (JCPOA) dont l'ancien président américain Donald Trump s'était retiré de manière unilatérale en 2018, réimposant les sanctions économiques contre l'Iran avant de les renforcer. Le Plan d'action global commun visait à restreindre les activités nucléaires iraniennes en échange d'un allègement des mesures punitives à l'égard de la République islamique. Mais face aux manœuvres hostiles de Washington, Téhéran s'est progressivement affranchi de ses obligations, accélérant la production d'uranium enrichi à 60 % et se rapprochant dangereusement des 90 % nécessaires à la fabrication d'une bombe, aux yeux des Occidentaux.

« Le point le plus important des discussions entre Ebrahim Raïssi et les Russes, ce sont les pourparlers de Vienne. La République islamique a peu d'alliés, la Russie étant l'un d'entre eux », commente Ardavan Khoshnood, spécialiste de la politique étrangère iranienne, maître de conférences à l'Université de Malmö et chercheur à l'Université de Lund.

Contre Washington

Officiellement, Moscou – qui fait partie des signataires du JCPOA – appuie fermement la réactivation de l'accord et l'annulation de toutes les sanctions occidentales liées au nucléaire contre la République islamique. Qui plus est, il profite d'une situation où Washington et ses alliés européens intégrés au deal – Paris, Londres et Berlin – se trouvent contraints et forcés de compter sur la Russie, mais aussi sur la Chine pour pousser Téhéran à faire des concessions.

Avant de revenir à la table des négociations fin novembre, l'Iran se montrait aussi maximaliste que rétif à proposer un calendrier pour son retour, au point d'agacer ses interlocuteurs, y compris – quoique de manière moins flagrante – Moscou. Celui-ci a tantôt ouvertement exprimé sa frustration face aux atermoiements iraniens avant de rejoindre les négociations ; tantôt œuvré dans le sens de l'apaisement des tensions entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisation sous l'égide des Nations unies. Du point de vue du Kremlin, Washington est le principal responsable de l'impasse actuelle. Mais il s'est tout de même montré prudent dans la relance de ventes d'armes conventionnelles à l'Iran depuis l'expiration d'une interdiction en octobre 2020.

Si les pourparlers sur le nucléaire ont connu quelques avancées récemment, la possibilité d'un « no-deal » reste prégnante, d'autant que l'une des demandes iraniennes fondamentales est inaudible pour Washington, tout simplement parce que son système politique ne lui permet pas d'y répondre. Il s'agit de la garantie que tout accord signé ne pourra être dénoncé, indépendamment du pouvoir en place à la Maison-Blanche. En somme, la République islamique veut s'entendre d'État à État. Washington ne peut lui proposer qu'un deal avec son administration. « Les négociations sur le programme nucléaire de l'Iran sont non seulement au point mort, mais susceptibles d'échouer. La Russie voit cela comme une opportunité à plusieurs niveaux », avance Ruslan Trad, analyste et cofondateur du De Re Militari, un journal basé en Bulgarie. En plus de s'imposer comme un acteur phare des discussions, Moscou peut profiter d'un éventuel échec pour « attirer plus encore l'Iran dans sa sphère d'influence, dans le contexte du front élargi des deux pays contre les puissances occidentales », poursuit M. trad, qui précise également qu'un capotage des pourparlers à Vienne permettrait à la Russie de contribuer « au renforcement de l'infrastructure nucléaire de l'Iran ».

Divergences

Bien qu'il soit dans son intérêt de conclure un accord avec Washington afin de desserrer un peu l'étau autour de son économie, Téhéran partage avec Moscou la volonté de s'éloigner de l'Occident. Un vœu qui a été théorisé par le guide suprême de la République islamique Ali Khamenei à travers la politique de regard vers l'Est. Considérant qu'il n'était pas possible de se fier à l'Occident après la débâcle de 2018, Téhéran a pris la décision de donner la priorité à son voisinage dit de « l'Est », un espace comprenant aussi bien la Chine, que les deux Corées, l'Inde, le Japon ou la Russie. Ainsi, l'Iran a conclu avec Pékin un accord de coopération stratégique et commerciale sur 25 ans en mars dernier. « Alors que la Russie est certainement heureuse de voir l'Iran se rapprocher de "l'Est" plutôt que de "l'Ouest", elle est assez mécontente de devoir rivaliser avec la Chine », avance Ardavan Khoshnood.

Le marché en question inclut des aspects économiques, sécuritaires et militaires, tandis que les deux pays sont sous la coupe de sanctions américaines. En septembre dernier, la République islamique avait en outre été admise au sein de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS), conduite par Moscou et Pékin. C'est donc dans cet esprit que Téhéran s'apprête à conclure un partenariat stratégique avec la Russie, elle aussi soumise à des mesures punitives occidentales. Selon un article de Alireza Noori, professeur adjoint en études

régionales à l'université Shahid Beheshti de Téhéran (publié sur le site du média Amwaj), l'Iran chercherait à atteindre cinq objectifs par le biais de tout futur deal avec Moscou. Il s'agit de « contrer les politiques d'endiguement des États-Unis ; d'obtenir un soutien pour la stratégie de dissuasion active de l'Iran ; de désoccidentaliser les questions régionales [...] ; d'améliorer les relations commerciales avec l'Eurasie et les organisations régionales et d'étendre son influence globale en Eurasie ». « Les relations économiques entre l'Iran et la Russie sont encore assez limitées, mais le projet d'un corridor nord-sud de la Russie vers l'Iran vers l'Inde est alléchant. La coopération militaire pourrait s'intensifier dans un contexte d'assouplissement des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU », note Dmitri Trenin, directeur du Carnegie Moscow Center. D'après l'expert, « la Russie attend la levée partielle des sanctions afin d'étendre les ventes de défense à l'Iran ».

Le front « anti-américain » se heurte toutefois – sans le remettre en question – aux compétitions que se livrent Téhéran et Moscou dans leurs zones d'influence communes. Sur de nombreux dossiers, que ce soit en Syrie, dans la région du Caucase ou en Afghanistan, ils sont partenaires et rivaux à la fois. « Les durs Iraniens ont remarqué que leurs positions en Syrie se sont affaiblies à cause des accords entre Moscou et Israël. Les forces iraniennes ont dû retirer certaines de leurs troupes à Quneitra, dans le sud de la Syrie, ou dans la province de Damas à cause des frappes israéliennes, mais aussi de la désapprobation russe quant à leur présence », estime Ruslan Trad. « Les deux parties ont cependant un problème similaire avec une Turquie renforcée en Asie centrale et ailleurs. Moscou et Téhéran ont l'occasion d'oublier un instant leurs différences au nom de l'alliance anti-occidentale ».